

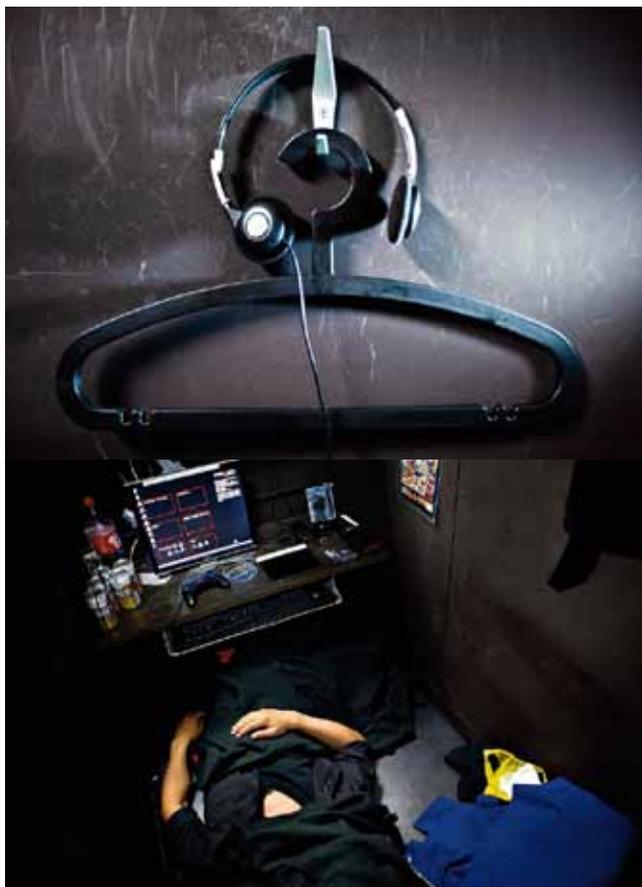
Japon

Des cyber-cafés pour foyers.

On les appelle les « réfugiés du Net ». Dans un pays où la crise a creusé les inégalités, ces travailleurs pauvres logent occasionnellement ou à l'année dans le box d'un café Internet. Une nouvelle forme de précarité qui toucherait déjà près de 60 000 personnes.

**Par Philippe Pons/
Photos Shiho Fukada**

Voilà plus d'un an que Fumiya, 26 ans, passe ses nuits dans un box de 1,80 sur 1,20 mètre. « Ce n'est pas si mal », dit-il. Il s'est habitué au bruit ambiant, au ronflement des voisins et dort avec une couverture sur le visage pour se préserver des néons fluorescents.



A EN CROIRE LES ANALYSTES, l'économie japonaise se dégage de l'ornière de la stagnation grâce aux mesures de stimulation, baptisées Abenomics, du premier ministre Shinzo Abe. Amorce d'une reprise durable? L'avenir le dira. Mais il faudra du temps avant que ce rebond se fasse sentir à la base de la société. En surface, le Japon, que François Hollande découvrira ce week-end, est fonctionnel, « cool », efficace et productif, mais souterrainement non exempt de dysfonctionnements. Ces dernières années, de nouvelles formes de pauvreté sont apparues, dont la silhouette désormais familière du SDF est, comme ailleurs, une figure criante. Les inégalités se sont creusées entre générations et aussi au sein de celles-ci : à la détresse des plus âgés, contraints à accepter des postes de gardiennage pour compléter une retraite insuffisante, s'ajoute celle de jeunes qui vont d'emploi précaire en emploi précaire. Ils sont les victimes d'une plus grande flexibilité du marché de l'emploi : un tiers de la main-d'œuvre (contre un quart dans les années 1990) est composé d'employés à contrat à durée déterminée, d'intérimaires et de précaires. Contrairement aux SDF, qui errent dans la rue, ils passent inaperçus. Dans la journée, ils se fondent dans le maelström urbain : rien, dans leur apparence, ne les distingue. C'est le soir qu'on les rencontre. Leur repaire? Les cafés Internet ou les cafés mangas, ouverts 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ici, la presse les a baptisés les « réfugiés du Net ». La photographe Shiho Fukada, dont le travail est en partie financé par le Pulitzer...

Las des harcèlements et de la pression, Tadayuki Sakai (ci-contre), 42 ans, a quitté un poste haut placé dans un établissement de crédit pour devenir simple opérateur téléphonique. Sans regret, dit-il, bien que son salaire ait considérablement diminué. N'ayant plus les moyens de se payer un logement, il vit dans ce cybercafé de Tokyo depuis plusieurs mois.

Ci-dessous, un café-mangas qui offre lui aussi la possibilité d'y passer la nuit.





Aya, 18 ans (en haut), vit dans un cybercafé avec sa mère, qui loue le box voisin du sien. Elles ont emménagé ici après avoir tout perdu dans le tremblement de terre de mars 2011.

... Center, a suivi ces travailleurs japonais jusque dans leur box. Combien sont-ils ? Plusieurs dizaines de milliers. Selon une enquête déjà ancienne (2007) du ministère de la santé, du travail et du bien-être, 60 000 précaires à travers le Japon dorment au moins une nuit par semaine dans un cybercafé et 10 % y ont « élu domicile ». Une facette spécifique au Japon de la nouvelle pauvreté des pays riches. Souvent d'un confort feutré, avec leurs bibliothèques de mangas et de DVD, leurs boxes de moins de deux mètres carrés au fauteuil moelleux, séparés par de minces cloisons à mi-hauteur, et leurs distributeurs de boissons ou de bols de nouilles instantanées, les cybercafés se sont multipliés au cours des dix dernières années : on y vient pour quelques heures, surfer sur le Net, jouer en ligne, regarder des DVD... Certains reçoivent jusqu'à 180 clients, comme le Gran Cyber Cafe Bagus du quartier jeune de Shibuya ou le Manboo! Internet & Comic Cafe à Shinjuku, la « cité sans nuit » de Tokyo.

L'ACCUEIL, POUR LES PLUS LUXUEUX, EST DIGNE D'UN HÔTEL. Une heure coûte 300 yens (2,30 €). Mais de 23 heures à 8 heures du matin, on peut avoir un forfait de 1500 yens (11,50 €) pour la nuit. Il y a des enfilades de boxes pour les hommes, d'autres pour les femmes. On se déchausse avant d'entrer dans son box et, la nuit, les couloirs sont pleins de chaussures sagement alignées devant les portes. Certains boxes sont pour deux personnes et de jeunes couples viennent y folâtrer dans la pénombre... La nuit, les clients sont en majorité jeunes, mais près d'un quart est d'âge moyen. Au petit matin, c'est la ruée vers les douches de l'établissement.

Kamiya, 26 ans, est gardien d'un entrepôt. Avant, il travaillait dans une entreprise disposant d'un dortoir. Désormais, il va de petit boulot en petit boulot qu'il trouve sur Internet. Il ne peut pas se loger car il faut verser une caution au propriétaire et un loyer dépasse ses moyens. Sans le Manboo!, il serait à la rue. Il a laissé ses affaires chez un ami, et c'est à cette adresse que lui sont envoyées ses notes de téléphone mobile, son principal outil pour chercher du travail. Il vit ainsi depuis cinq mois. La promiscuité ? On s'habitue. Il parvient à joindre les deux bouts, mais n'a pas d'avenir. Il gagne 1 000 yens de l'heure (7,60 €), soit un revenu annuel d'un peu plus d'un 1 million de yens (7 600 €), en dessous du seuil de pauvreté fixé à 1,1 million de yens par le gouvernement.

En d'autres termes... ces gens-là n'ont pas de domicile. Sans adresse fixe, ils n'ont pas non plus de protection sociale. Ils ne rechignent pas à travailler. Au contraire, ils travaillent souvent plus que d'autres. Mais, naviguant dans l'aléatoire des petits boulots, ils n'acquièrent jamais la qualification permettant de postuler pour un travail fixe. Arrivés sur le marché lorsque les entreprises, soucieuses de réduire les coûts, avaient sabré dans l'emploi à durée indéterminée et privilégiaient le travail temporaire, ils sont dans un cercle vicieux qui leur laisse peu d'avenir. Les « réfugiés du Net » représentent certes une petite minorité sur les 120 millions d'habitants. Mais ils offrent en raccourci l'image d'une société aux disparités grandissantes. ☹



Quand il a quitté un poste avec appartement de fonction, Fumiya (ci-contre) a cherché un autre logement. Mission impossible avec un salaire d'agent de sécurité de 1750 € par mois. Depuis, il loue un box de 2 m² dans un cybercafé de Tokyo pour un peu plus de 500 € mensuels. Entre la caution et les dépôts de garantie, Fumiya estime qu'il lui faudrait 8 000 € pour louer un studio à Tokyo.

Tadayuki Sakai (ci-dessous) envisage de quitter le Japon : « *Je n'attends plus rien de ce pays, je ne peux compter que sur moi-même.* »

